

<http://ugtg.org/spip.php?article84>



WOULO POU 1é MÉ !

- Expressions - Tracts -



Date de mise en lignemercredi 12 avril 2006

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

POUR DES EMPLOIS DURABLES, POUR DES SALAIRES DECENTS LUTTONS CONTRE LES LICENCIEMENTS, LA PRECARITE, L'EXCLUSION, L'EXPLOITATION, LA DISCRIMINATION ET LA REPRESSION ANTI-SYNDICALE

Camarades, Travailleurs, Jeunes, Retraités, Chômeurs, Peuple de Guadeloupe,

Ce sont donc 12 organisations syndicales des secteurs publics et privés qui nous appellent le **01 Mai 2006** à défiler dans les rues de Saint-François pour une grande journée de riposte, de solidarité, d'unité et d'engagement.

Le 01 Mai, toute la journée, **les organisations CFTC, CGTG, CTU, FAEN-SNCL, FO, FSU, SPEG, SNETAA-EIL, SNUI, UIR-CFDT, UGTG, UNSA, ANSANM, ANSANM** nous invitent à faire une vraie démonstration de notre unité, de notre solidarité et de notre détermination à lutter pour refuser la vie que veulent nous imposer les politiques publiques et le patronat.

Nous, Travailleurs, Jeunes, Chômeurs, Retraités, Peuple de Guadeloupe, savons mieux que quiconque comment les hommes et les femmes du **péyi Gwadeloup** souffrent du chômage, de la précarité, de la misère, de l'exclusion, de la discrimination, du mépris.

Nous sommes malades des conditions de vie et de travail invalidantes et avilissantes qui prévalent en Guadeloupe.

Comment veut-on, en effet, nous faire croire que notre pays est prospère et équilibré quand :

" Plus de **65.000** Guadeloupéens ne travaillent pas dont **11.000** de moins de **25** ans ;

" **145.000** personnes sont couvertes par la CMU soit **35 %** de la population totale ;

" **32 000** personnes touchent le RMI pour un total de **70 000** bénéficiaires ;

" **17 000** familles (soient **90 000** personnes) vivent en dessous du seuil de pauvreté ;

" **16 %** des enfants de Guadeloupe sont répertoriés comme « pauvres » ;

" Plus de **70%** des chômeurs ont au plus un niveau CAP-BEP ;

" **30%** des hospitalisations ont pour origine des affections digestives ou cardiologiques ;

- " Le taux de mortalité périnatale est de **15%** en Guadeloupe contre **7,4%** en France ;
- " Des résultats scolaires inférieurs de **10 à 20** points à ceux de la France.

DROIT AU TRAVAIL, A LA SANTÉ, A UNE VIE DÉCENTE POUR TOUS

Désormais, dans tous les secteurs d'activités, les acquis sociaux constituent des obstacles à la loi du marché. Déréglementation, spéculation financière et foncière, recherche du profit maximum par tous les moyens sont les règles des capitalistes aidés par l'Etat. Pour exemple :

Notre système de santé, principalement curative, procure aux marchands de la santé de substantielles richesses. Pire, nous sommes de moins en moins bien soignés, davwa si nous ne sommes pas solvables et rentables nous ne pourrions payer ni nos médicaments ni les médecins, ni les agents, ni nos soins dentaires.

Ainsi, nous assistons, depuis quelques temps, au développement d'une médecine à deux vitesses : l'une pour les pauvres, l'une pour les riches fortement marqué par le « syndrome du boeing ».

Les hôteliers annoncent un taux de remplissage record, et pourtant d'aucun déclare que le tourisme ne rapporte pas.

Depuis plusieurs années, et singulièrement depuis ces derniers mois, nous sommes témoins d'une cascade de fermetures d'hôtels en vue de les transformer en résidences hôtelières de luxe provoquant le licenciement de milliers de Travailleurs et nous interdisant, dans le même temps l'accès à nos plages, notre bien commun à tous.

Dans le secteur des produits pétroliers, ce sont près d'un millier d'emplois qui sont désormais menacés par l'installation de stations service sans pompistes bénéficiant des agréments et autorisations de l'Etat.

Ce sont aussi plusieurs dizaines de familles qui sont en souffrance menacées par la probable liquidation de la ferme de Campêche pour de sombres projets de spéculations foncières mettant dans le même temps à mal la production locale d'oeufs frais.

Que dire du licenciement de milliers de Travailleurs dans la banane alors que certains s'enrichissaient en empoisonnant nos terres, nos cultures, nos rivières, nos écrevisses, notre santé au chlordécone, produit interdit en France depuis 15 ans.

Mais que dire aussi de l'absence de politique cohérente en matière d'aménagement du territoire, de transport public et de traitement des déchets.

REFUSONS L'EXPLOITATION, LA PRÉCARITÉ ET LA PAUVRETE !

La remise en cause des droits sociaux, des libertés fondamentales et démocratiques (droit de grève, droit d'expression, répression farouche anti-immigrée, ...) par les Gouvernements successifs de Droite comme de Gauche a pour objectif la généralisation de la précarité débouchant inexorablement sur plus de misère, de pauvreté, d'exclusion, de discrimination, de répression et cela dans le but de satisfaire aux injonctions du Patronat (MEDEF, CGPME, ...) et du Grand Capital International.

Après les TUC, CES, CEC, Emplois jeunes, CIA, Contrat d'avenir, Contrat d'accompagnement dans l'emploi, CI-RMA, le CNE et le feu CPE correspondent à la légalisation et à l'élargissement de la précarité à l'ensemble du monde ouvrier public et privé voulant ainsi rendre les Travailleurs plus malléables et corvéables à merci et cela au nom de la sacro-sainte mondialisation.

REFUSONS LA RÉPRESSION, LA DISCRIMINATION ET LE RACISME

La criminalisation de l'action syndicale, organisée par l'Etat, le patronat et la justice coloniale, notamment à travers les peines de prison, les saisies sur comptes bancaires, les amendes que subissent les travailleurs en lutte, sont l'illustration d'une dérive fasciste marquée par les propos de membres du Gouvernement Français voyant des effets positifs à la colonisation.

Ceux-là mêmes, avec d'autres, qui veulent transformer un accident en assassinat raciste à Saint-Martin ou soutiennent des interventions de gendarmes dans une école primaire à Bouillante.

SANBLÉ POU LITÉ SAN MANJÉ AN MEN A YO

Aussi, les Lycéens, les Etudiants, les Mutualistes de Guadeloupe, les Travailleurs de Courcelles, de Carrefour, de Caraïbes Import, de la Banane, de Bricocéram, de Danone, de la Générale des Eaux, de HTN, d'Esso Lamentin, des Cliniques privées, du CHU, des Impôts, des Douanes, d'EDF, de la DSDS, de l'Education Nationale, du Collège BEBEL, de la SRMG, d'Azurel, du Club Mèd, de Callinago, de la Ferme de Campêche, de l'abattoir du Moule, des Collectivités locales, de l'association Vivre Mieux, de la Sécurité Sociale, ont raison.

Wi, YO NI RÉZON

Raison de s'opposer à l'exploitation. Raison d'exiger des emplois durables.

Raison d'exiger un salaire décent et des conditions de travail meilleures.

Raison de s'opposer aux licenciements.

Raison de dénoncer le mépris, la discrimination et le racisme dont nous sommes victimes.

Raison de refuser une vie de misère.

Raison de s'opposer aux attaques du Gouvernement.

Raison d'exiger le respect du code du travail, des conventions collectives, des accords collectifs et des statuts de la Fonction Publique.

Raison d'exiger la sauvegarde des mutuelles de Guadeloupe.

Raison de défendre les libertés syndicales.

Raison d'exiger une politique de santé au service des Guadeloupéens.

Raison d'exiger une politique pour l'éducation et la formation de la jeunesse.

Raison d'exiger la priorité d'embauche et la promotion des Guadeloupéens.

Raison de s'opposer à l'empoisonnement de nos terres et à la privatisation de nos plages.

Raison d'exiger l'adaptation des programmes scolaires à nos réalités.....

En définitive, les Travailleurs, Chômeurs, Jeunes, Retraités doivent, sans hésitation, san pèd tan, l'évé gaoulé. Gaoulé é boulvès pou kalbandé ce système qui opprime la jeunesse, les femmes et les hommes qui chaque jour, ka pòté mannèv pour espérer un nouvel équilibre, une vie plus juste.

ANSANM ANSANM POU BA PÉYILA ON DOT BALAN POU KALBANDÉ LESPWATASYON KAPITALIS É KOLONYALIS

RASSEMBLEMENT

LUNDI 1er MAI 2006 - 08 H 30

DEVANT LE STADE DE SAINT-FRANÇOIS

WOULO POU 1é MÉ !

CFTC - CGTG - CTU - FO - FAEN/SNCL - FSU - SNETTA/EIL - SNUI - SPEG - UGTG - UIR/CFDT - UNSA